

A qui profite le contrôle de l'âge sur les réseaux sociaux?

Lorsque les pédophiles veulent protéger les enfants des dangers de TikTok, il est probable, qu'ils poursuivent d'autres objectifs

par Norbert Häring*



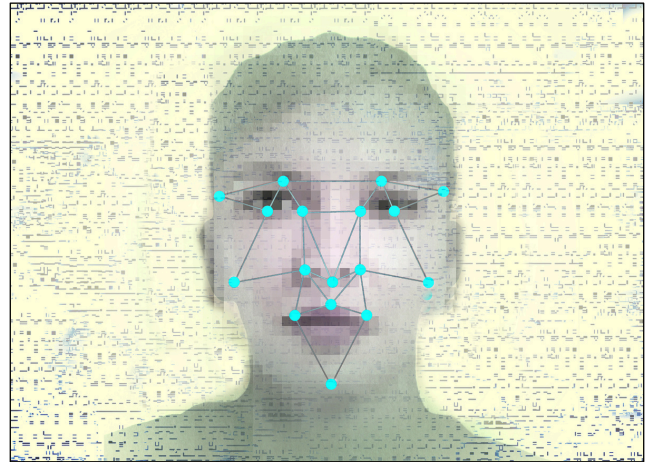
Norbert Häring.
(Photo mad)

Une interdiction des réseaux sociaux pour les enfants et les adolescents est en cours dans le monde entier, soi-disant pour les protéger. Elle est promue par une «élite» mondiale qui abuse et torture des adolescents et des enfants depuis

des décennies et qui continue à protéger les auteurs de ces crimes. En réalité, leur objectif est de mettre fin à l'utilisation non surveillée d'Internet.

Tout a commencé lorsque les plateformes de réseaux sociaux, les sites pornographiques et les sites de jeux d'argent ont dû mettre en place des contrôles d'âge afin de protéger – soi-disant – les enfants contre les contenus préjudiciables. Cette obligation est particulièrement stricte dans le cadre de l'*Online Safety Act* britannique. Elle y est appliquée avec une rigueur particulière. Comme l'utilisation des réseaux privés virtuels (VPN), qui permettent de naviguer anonymement sur Internet, a explosé après leur introduction, le Premier ministre britannique Keir Starmer a maintenant présenté son¹ projet visant à imposer aux opérateurs de ces réseaux de mettre en place des contrôles d'âge. Cela supprimerait la principale possibilité pour les journalistes, les militants et les citoyens lambda de naviguer sur Internet sans surveillance ni enregistrement de leur activité.

Keir Starmer est celui dont le poste est actuellement menacé, car il a nommé ambassadeur aux Etats-Unis un acolyte de Jeffrey Epstein, le proxénète qui fournissait à l'élite mondiale des jeunes filles à violer. Il est Premier ministre d'un pays dont l'élite a longtemps dissimulé le fait



*Il s'agit de collecter les données biométriques numériques du plus grand nombre possible de personnes et non de tenir les enfants à l'écart des réseaux sociaux.
(Photo KEYSTONE/WESTEND61/Gary Waters)*

qu'un membre de la famille royale abusait régulièrement de mineures que lui fournissait Epstein. Il est donc assez surprenant que Starmer et l'élite politique britannique aient développé un instinct de protection aussi prononcé pour les enfants.

Pour éviter tout malentendu: il est grand temps que des mesures soient prises pour protéger les enfants et les adolescents contre les contenus nuisibles et dangereux, la dépendance à Internet, le stress psychologique en ligne et la manipulation. Cela aurait dû être fait depuis au moins une décennie. Certaines de ces mesures s'appliquent également aux adultes. La question est seulement de savoir comment le faire et avec quelle intention.

Mesures efficaces

Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour concevoir des mesures efficaces qui auraient pu être prises depuis longtemps: application de la législation sur la protection des données. Interdiction des systèmes de recommandation algorithmiques pour les réseaux sociaux afin de prévenir la dépendance à Internet artificiellement amplifiée, la manipulation de l'opinion et la radicalisation. Seuls les filtres contrôlés par les utilisateurs (ou leurs parents) seraient autorisés. Développement d'une application de protection des enfants par les entreprises numériques ou les

* Norbert Häring, né en 1963, est un journaliste économique allemand. Il est rédacteur en chef pour les sciences économiques au Handelsblatt depuis 2002. Il tient avec succès son blog norberthaering.de et a également publié plusieurs livres, notamment sur le thème de la politique monétaire.

gouvernements, permettant aux parents de protéger efficacement leurs enfants contre la pornographie et la dépendance à Internet. Interdiction des smartphones dans les écoles.

Toutes ces mesures n'entraîneraient pas une extension des possibilités de contrôle des entreprises et des gouvernements sur les utilisateurs et les citoyens. L'application de la législation sur la protection des données aurait même l'effet inverse. Elle n'empiéterait pas de manière disproportionnée sur le droit à l'autodétermination des enfants et des jeunes.

Digital Services Act (DSA) au service de l'Etat

Presque rien de tout cela n'a été fait ni même discuté. Au lieu de cela, l'Europe a adopté le *Digital Services Act*. Au lieu d'éliminer les possibilités de manipuler les plateformes, il les met au service de l'Etat, habilement dissimulées par une armée de vérificateurs de faits, de lanceurs d'alerte et de «scientifiques» financés par l'Etat, dont les plateformes doivent suivre les directives.

Contre toute raison, on fait comme si tout le salut résidait dans les contrôles d'âge. Dans la pratique, ceux-ci sont presque toujours associés à la vérification de l'identité et à des possibilités de surveillance étendues de l'ensemble de la population.

Surveillance étendue de l'ensemble de la population

Lorsque le contrôle de l'âge s'effectue à partir de photos du visage analysées par l'IA, comme l'exige notamment la Grande-Bretagne, il s'accompagne même de la création d'une base de données faciale complète de presque toutes les personnes actives sur Internet. Cela ouvre d'énormes possibilités pour inclure également l'espace public analogique dans la surveillance totale des citoyens grâce à des caméras dotées de la reconnaissance faciale.

L'élite technocratique mondiale travaille à la réalisation de ce projet depuis au moins une décennie. Il est évident que la protection des enfants contre *TikTok* et *Pornhub* n'est qu'un prétexte pour enfin atteindre l'objectif d'une identité biométrique numérique pour (presque) tous les citoyens de la planète.

L'un des promoteurs les plus zélés de ce programme est le fondateur de *Microsoft*, *Bill Gates*, un ami des enfants du genre dont les parents veulent absolument protéger leurs filles. Sa femme l'a quitté parce qu'il était trop souvent in-

venant aux «fêtes» d'*Epstein* et dans son avion surnommé «Lolita Express».

Une identité biométrique numérique pour tous les êtres humains

En 2016, la *Fondation Rockefeller*, *Microsoft*, l'opérateur cloud *Accenture* et l'alliance vaccinale *Gavi* dirigée par *Bill Gates* ont fondé² à New York l'organisation *ID2020*,³ qui vise à garantir que d'ici 2030, tous les êtres humains disposent d'une identité biométrique numérique – uniquement pour les aider à s'identifier, bien sûr.

L'organisation a tenu son premier *sommet ID2020*⁴ annuel en mai 2016 au siège de l'ONU. Depuis lors, ce sont d'abord ceux qui ne peuvent pas se défendre qui ont reçu des identités biométriques: les habitants des camps de réfugiés et les personnes vaccinées dans les pays pauvres. C'est sur eux que le matériel et les logiciels ont été testés et perfectionnés.

La technologie est désormais mature et a fait son chemin jusqu'à nous. L'UE a décidé de mettre en place un portefeuille d'identité numérique «volontaire», qui sera bientôt déployé. Pour en imposer une utilisation généralisée, il n'y a rien de mieux que des contrôles d'âge généraux sur Internet. En effet, cette application devrait permettre de vérifier de manière relativement fiable et sans utiliser beaucoup de données si une personne a dépassé la limite d'âge requise.

Si l'on se demande si les groupes technologiques dominants à l'échelle mondiale, dont le modèle économique repose sur l'utilisation abusive massive des données, souhaitent imposer à l'échelle mondiale une technologie particulièrement adaptée à la prospection, soit pour faire le bien de l'humanité, soit pour pouvoir étudier les individus de manière encore plus complète et précise, quelle réponse s'impose? Ce que les entreprises elles-mêmes disent de leurs intentions n'est pas nécessairement un bon indicateur de leurs véritables intentions.

Ne pas se laisser induire en erreur

Il est difficile de déterminer avec précision si les politiciens qui veulent imposer des contrôles d'âge aux plateformes et aux VPN le font pour satisfaire les multinationales technologiques ou s'ils se sont simplement laissés bernés par leur discours. Il existe probablement de nombreux degrés et types intermédiaires. Il est important que le public ne se laisse pas induire en erreur par la présélection imposée des problèmes et

des solutions. Nous devrions toujours nous demander: à qui cela profite-t-il? La mesure proposée permet-elle vraiment de résoudre les problèmes les plus urgents? Existe-t-il d'autres mesures moins préjudiciables aux libertés civiles qui permettraient de résoudre ces problèmes aussi bien, voire mieux?

Source: <https://norberthaering.de/news/alterskontrollen/>, 18 février 2026

(Traduction «Point de vue Suisse»)

- ¹ <https://keirstarmer.substack.com/p/giving-children-the-space-to-grow>
- ² <https://dial.global/id2020-and-digital-impact-alliance-join-forces-to-champion-people-centric-digital-transformation/>
- ³ <https://id2020.org>
- ⁴ <https://medium.com/@InnFin/id2020-conference-at-united-nations-sparks-debate-on-how-to-roll-out-digital-identities-for-1-8-c42556db500>